

## PRÉSIDENTE DE LA HAUTE INSTANCE INDÉPENDANTE DE SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

# L'opposition n'est pas emballée

*La machine des prochaines élections législatives est désormais enclenchée conformément au propre agenda du pouvoir. En effet, le président de la République vient de lancer la concertation avec la classe politique autour de la présidence de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections consacrée par la nouvelle Constitution. Une concertation en droite ligne de l'article 194 de ladite loi fondamentale du pays révisée en février dernier, accompagnée d'une proposition de nom en la personne de l'an-*

*cien cadre et député, Abdelouahab Derbal, qui sera promu ministre à la faveur de son divorce avec son parti, Nahda, pour rejoindre, depuis, le giron du pouvoir. Une démarche qui semble ne pas trop emballer les partis de l'opposition, que ce soit ceux qui ont déjà annoncé leur participation, comme le RCD, ou encore ceux des partis qui préfèrent encore temporiser pour se prononcer. Pour tout ce beau monde, la démarche, quoique constitutionnelle, ne voile pas la problématique liée à l'instance en elle-même en laquelle*

*le ils voient une version tout simplement «pervertie» de leur propre proposition d'une Haute Instance indépendante de supervision des élections. Ceci pour ceux des partis qui s'inscrivent dans l'esprit de la conférence de Mazafran alors que pour les autres acteurs de l'opposition, à l'image du PT dont la participation aux prochaines élections ne fait pas l'ombre d'un doute, cette démarche du pouvoir, l'énième, est en droite ligne de sa stratégie du «fait accompli».*

Mohamed Kebci

**ATHMANE MAZOUZ,  
CHARGÉ DE LA  
COMMUNICATION DU RCD :**  
«C'est secondaire»



«La position du RCD est connue de tous : pour mettre fin à la fraude électorale, il faut confier tout le processus de l'organisation des élections à une instance indépendante et permanente ; l'administration n'a qu'un rôle logistique pour pourvoir cette entité en moyens. C'est à cette instance de réviser le fichier électoral et ensuite de définir et mettre en place les instruments de contrôle et de surveillance ainsi que les modalités du dépouillement. Il lui appartient à elle seule d'annoncer les résultats et de traiter les recours. Sa composante et sa gestion doivent réunir des compétences techniques à côté de personnalités nationales de grande intégrité morale et au moins faire consensus entre les partis politiques. A partir du moment où la commission de surveillance mise en place unilatéralement par le pouvoir n'a ni un caractère indépendant ni les prérogatives requises pour garantir la transparence et la loyauté du scrutin, la désignation de son président ou de ses membres est parfaitement secondaire. Ils n'ont, de toute façon, pas les moyens de contrôle et de surveillance même s'ils ont la volonté de les exercer. La manière dont a procédé le pouvoir ne peut répondre aux attentes de l'écrasante majorité de la classe politique ni au minimum des standards appliqués dans les systèmes démocratiques où l'observation et la

gestion des élections constituent un dispositif déterminant de la confiance des citoyens dans l'organisation des processus électoraux.»

**BOUABDALLAH  
BENADJAÏMIA, CHARGÉ  
DE LA COMMUNICATION  
DU MSP :**

Un recul démocratique

«Nous ne nous focalisons pas sur la personne proposée par le président de la République pour diriger cette instance, mais sur l'instance en elle-même. Car nous considérons au MSP que quelle que soit la personne qui la pilotera, cette instance n'a pas les prérogatives des élections crédibles. Nous estimons que cette instance constitue un autre recul démocratique puisque jusqu'ici, il y avait la défunte commission politique de surveillance des élections dans laquelle les partis étaient représentés et pouvaient même émettre des avis, voire des jugements comme ce fut le cas lors des dernières élections législatives et quand, dans son rapport, elle a clairement signifié que ledit scrutin n'était ni libre encore moins transparent et avait même émis des recommandations.»

**BELKACEM SAHLI,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE L'ANR :**

«Une première»

«C'est le bureau national qui aura à répondre à la présidence de la République au sujet de cette proposition concernant la présidence de la



Haute Instance indépendante de surveillance des élections. Cela dit, je peux dire que cette consultation est une première et cette instance est un outil de plus pour la transparence des élections.»

**AHMED ADHIMI, PORTE-  
PAROLE DU PARTI DES AVANT-  
GARDES DES LIBERTÉS :**  
«Un non-événement»



«Le problème ne se pose pas au niveau de la personne qui aura à diriger cette instance puisque cette dernière est sans prérogatives, ses membres étant tous désignés par le président de la République.

Aussi, le travail de l'instance doit commencer bien avant le jour des élections avec la phase de confection des listes électorales, la question clé du fichier électoral, ce qui n'est pas le cas de cette instance qui, de par sa composante, ne peut pas assurer le contrôle au niveau de tous les bureaux de vote.

Cette instance n'est, donc, ni haute puisqu'il y a la Conseil constitutionnel qui valide les élections, ni indépendante puisque tous ses membres sont choisis par le président de la République.

Cela pour vous dire que cette question de concertation autour du président de cette instance est un non-événement, pour nous, à Talaoui el Houriat».

**RAMDHANE TAÂZIBT,  
CADRE DIRIGEANT AU PT :**  
«C'est une méthode  
biaisée»

«Il faut rappeler que nous avons voté contre le projet de loi instituant cette Haute Instance autonome de surveillance des élections, mais nous ne sommes pas indifférents à tout ce qui peut aider au respect de la souveraineté populaire.

Ceci dit, indépendamment de la personne qui sera choisie à la tête de cette instance, il faut qu'il y ait une volonté politique au plus haut sommet de l'Etat pour rompre avec les pratiques anciennes qui fragilisent le pays.

Pour ce qui est de la personne proposée, nous affirmons que nous n'avons aucun problème avec Abdelouahab Derbal, dont tout le monde connaît le parcours politique et partisan. Mais nous estimons que s'il devait y avoir consultation conformément à la Constitution, nous sommes, toutefois, surpris que le nom de la personne proposée est rendu public, ce qui s'apparente à une sorte de politique du fait accompli alors que les consultations devaient avoir lieu sur les critères, entre autres de neutralité, de probité et de compétences que le responsable proposé devrait vérifier.

C'est une méthode biaisée.»

Propos recueillis par M. K.



**APRÈS OUYAHIA, AMAR GHOUH SE DÉSOLIDARISE DE AMMAR SAÂDANI :**

## «Chacun est responsable de ses propres actes et déclarations

**Amar Ghoul est catégorique : «Notre parti, le TAJ, est fin prêt pour les prochaines élections législatives et nous allons présenter des listes dans les quarante-huit wilayas et dans l'émigration.» C'est ce qu'il affirmait, hier lundi, au cours d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de son parti, le TAJ, à Dely-Ibrahim (à Alger). Il assure même que son parti se présentera avec un programme électoral exhaustif et de nombreuses propositions.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Il faut dire que depuis son départ du gouvernement, en juin dernier, l'ancien ministre du Tourisme se consacre entièrement aux affaires de son parti avec, comme échéance immédiate à affronter, les élections législatives du printemps 2017, les toutes premières dans l'histoire de cette jeune formation politique. Sans surprise, Ghoul affir-

me accueillir «avec grande satisfaction» la proposition d'Abdelaziz Bouteflika relative à la désignation de l'ancien ministre, Abdelwahab Derbal, comme président de l'Instance permanente de surveillance des élections. Pour sa part, le parti TAJ proposera «très prochainement, une initiative pour toute la classe politique et qui consiste en une charte pour l'éthique politique et la moralisation de la vie publique. Cette charte est en cours de finalisation», révélera Amar Ghoul.

Avec cette charte, la transition est toute faite pour évoquer l'actualité nationale brûlante de ce début octobre, incontestablement dominée par la tonitruante sortie, le 5 octobre dernier, du secrétaire général du parti majoritaire, le FLN, Ammar Saâdani : «Nous ne voulons répondre ni commenter les déclarations de quiconque.» Comme Ahmed Ouyahia, la veille, Amar Ghoul ne veut nullement cautionner les gravissimes attaques et accusations perpétrées par Ammar Saâdani à l'encontre de l'ancien patron des ser-

vices, le général de corps d'armée Mohamed Médiène dit Toufik et l'ancien chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. «Sur la scène politique, nous, à TAJ, nous n'avons ni adversaires, ni ennemis. Nous traitons avec tout le monde, tant avec les partis siégeant au gouvernement qu'avec ceux de l'opposition. Nous refusons également de nous ingérer dans les affaires des autres partis.

Chacun est libre mais aussi responsable de ses actes et déclarations.» Pour la première fois depuis sa brutale intrusion sur la scène politique et au plus haut niveau, Ammar Saâdani ne compte donc aucun soutien parmi ses alliés, dans sa dernière menée en date. Après Ouyahia, Ghoul également refuse de suivre Saâdani dans sa «croisade» contre ce qu'il appelle «les anciens officiers de l'armée française».

«Vous me parlez des anciens de l'armée française. Bien avant ce jour, et les enregistre-

ments excitent, nous avons, à TAJ, exprimé clairement et publiquement notre position sur ce genre de polémiques. Nous l'avons fait le jour où d'anciens hauts responsables, dont certains ont même été chefs d'état-major, s'étrépaient publiquement (il s'agit de la polémique entre le général-major Khaled Nezzar et le général Mohamed Betchine, Ndlr). Ce jour-là, nous leur avons clairement dit que nous, en tant que génération de l'indépendance, nous ne voulons plus de ces polémiques.

De grâce, laissez vos querelles et vos dossiers chez vous. Le passé ne nous intéresse pas. Notre pays n'a pas besoin de ce genre de polémiques.» Il ajoutera, histoire d'enfoncer encore Saâdani : «Ces accusations mutuelles de trahisons ne servent ni l'histoire de notre glorieuse révolution, ni les futures générations.»

Pour le président de TAJ, seuls les défis de l'heure comptent, notamment ceux économiques et sécuritaires.

K. A.